

Service prévention des risques anthropiques
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 03 octobre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL Pierre FOURNET et Fils

180 Rue Saline - SAINT BLAISE
88420 Moyenmoutier

Références : 25-488_LG/AR
Code AIOT : 0006206382

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05 septembre 2025 dans l'établissement SARL Pierre FOURNET et Fils implanté 180 Rue Saline - SAINT BLAISE à Moyenmoutier (88420). L'inspection a été annoncée le 08/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par courrier en date du 28 juin 2023, l'exploitant a notifié au préfet la cessation d'activité. Depuis le 31 mars 2024, suite à procès-verbal d'assemblée générale, la société est dissoute de manière anticipée et placée en liquidation amiable.

L'Inspection des installations classées s'est rendue sur le site le 22 mars 2024 et a constaté que le site n'était pas mis en sécurité. Des demandes d'actions correctives et de justificatifs ont été formulées à l'exploitant lors de cette visite pour mettre en sécurité et transmettre l'ATTES-SECUR. La présente inspection du 05 septembre 2025 a pour objectif le suivi de la mise en sécurité et de la procédure de cessation d'activité du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL Pierre FOURNET et Fils
- 180 Rue Saline - SAINT BLAISE 88420 Moyenmoutier
- Code AIOT : 0006206382
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site a été exploité à partir des années 60 pour des activités de tri et transit de ferrailles, de chiffons souillés et de cuir vert. A partir des années 2000, une activité de transit de batteries et accumulateurs a été exploitée.

L'activité est autorisée par l'arrêté préfectoral n°23/62 du 15 juin 1962, complété par l'arrêté préfectoral n° 1341/2014 du 18 juillet 2014. Le site est soumis au régime de l'autorisation pour la rubrique 2718 (transit de batteries/accumulateurs) et au régime de l'enregistrement pour la rubrique 2713 (tri et transit de métaux).

Un dépôt d'hydrocarbures a également été exploité sur le site. Celui-ci a été déclaré le 13 décembre 1971, puis, suite à une extension, le 04 novembre 1975 (récépissés n° 105/71 et 40/75/SPSD). Au total trois cuves étaient déclarées sur le site, deux de 40 000 litres et une de 30 000 litres.

Les parcelles concernées sont cadastrées section A n° 1568, 1569, 1570, 1571 de la commune de Moyenmoutier (88).

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Procédure de cessation d'activité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	ATTES-SECUR	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Mémoire de réhabilitation et ATTES MEMOIRE	Code de l'environnement du 11/08/2025, article R. 512-39-3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en sécurité n'est pas finalisée. Aucun mémoire de réhabilitation, accompagné d'une ATTES-MEMOIRE, n'a été transmis à l'Inspection.

Une mise en demeure est proposée sur ces points.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Procédure de cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité

Prescription contrôlée :

I.- La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site.

La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :

1° La mise à l'arrêt définitif ;

2° La mise en sécurité ;

3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;

4° La réhabilitation ou remise en état. [...]

III.- La mise à l'arrêt définitif consiste à arrêter totalement ou à réduire dans une mesure telle qu'elles ne relèvent plus de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 toutes les activités classées d'une ou plusieurs installations classées d'un même site, indépendamment de la poursuite d'autres activités sur le site et de la libération des terrains.

IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.

En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

V.- En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.

VI.- La réhabilitation ou remise en état consiste à placer le ou les terrains d'assiette d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement dans un état permettant le ou les usages futurs du site déterminés, dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, de l'article L. 211-1, selon les dispositions, le cas échéant, des articles R. 512-39-2 à R. 512-39-3 bis et R. 515-75, R. 512-46-26 et R. 512-46-27 bis ou R. 512-66-1. [...]

Constats :

> Notification et usage futur

Par courrier en date du 28 juin 2023, l'exploitant a notifié au préfet la cessation d'activité.

La mise à l'arrêt définitif est effective depuis le 31 décembre 2023. **La notification de cessation prévoyait que la mise en sécurité soit effective à cette date.**

L'usage futur a été défini conformément à l'article R. 512-39-2. L'usage retenu est résidentiel.

> Mise en sécurité

Lors de l'inspection du 05 septembre 2025, il a été constaté que des interdictions d'accès ont été mises en place : le site est entièrement clôturé et un portail fermé à clé empêche l'accès au site

depuis la rue.

Concernant l'évacuation des produits dangereux et des déchets présents, il a été constaté la présence de plusieurs tas de terres excavées (bâchées afin de limiter le lessivage par l'eau de pluie) et tas de déchets en mélange (principalement des ferrailles, pierres et dans une moindre mesure des déchets divers tels que des pneus ou du plastique). Le site n'étant en grande partie pas imperméabilisé pendant toute la durée de son exploitation, dans les premières dizaines de centimètres du sol des quantités importantes de déchets étaient mélangés au sol. L'exploitant a procédé à l'excavation de cette couche de sol puis, par criblage, en a séparé les déchets des terres polluées. L'exploitant a déclaré avoir réaliser ces opérations d'excavation et de criblage au mois d'avril 2025.

La mise en sécurité n'est donc pas finalisée, des déchets issus de l'exploitation étant toujours présents sur site, ce qui constitue une non-conformité à la prescription ci-dessus.

Lors de l'inspection du 22 mars 2024, il avait déjà été constaté que le site n'était pas mis en sécurité et il était demandé à l'exploitant la mise en sécurité et la transmission de l'ATTES-SECUR sous 3 mois. Suite aux observations de l'exploitant, un délai de 6 mois lui avait finalement été accordé.

Par ailleurs, l'exploitant a transmis un diagnostic initial de pollution des sols (rapport n° T230038464-B daté du 14 février 2024) et un diagnostic de la qualité chimique des eaux souterraines (rapport n° T240219398 daté du 16 juillet 2024). Ils mettent en évidence :

- une pollution des sols sur l'ensemble du site, en métaux, PCB, phtalates, dioxines et furanes ;
- des impacts en hydrocarbures au droit des anciennes cuves et du séparateur d'hydrocarbures ;
- dans les eaux souterraines, des impacts en aluminium, fer, arsenic, hydrocarbures (HCT, HAP) et en phtalates.

Cependant, l'impact sur les milieux en dehors du site n'est pas étudié, les piézomètres étant localisés uniquement sur le site, d'autant plus que dans ce secteur, le sens d'écoulement de la nappe s'inverse en périodes de hautes eaux et basses eaux. Le nombre de 3 piézomètres est donc insuffisant et le choix des emplacements des piézomètres amont/aval doit être revu.

De plus, des entreposages hors site semblent avoir été faits sur la parcelle adjacente n° 1573, d'après les vues aériennes de l'outil Geoportail.

> Réhabilitation du site

A ce jour, l'exploitant n'a pas réalisé de plan de gestion des pollutions mises en évidence (voir fiche de constat n° 3).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Une mise en demeure est proposée.

Le site doit être mis en sécurité dans un délai de 6 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : ATTES-SECUR

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-1

Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] III.- Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme détaillé dans le point de contrôle précédent, lors de l'inspection du 22 mars 2024, il avait déjà été constatée que le site n'était pas mis en sécurité et il était demandé à l'exploitant la mise en sécurité et la transmission de l'ATTES-SECUR sous 6 mois.</p> <p>A ce jour, l'exploitant n'a toujours pas transmis l'ATTES-SECUR à l'Inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Une mise en demeure est proposée. L'ATTES-SECUR doit être établie dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, soit dans un délai de 6 mois maximum.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 3 : Mémoire de réhabilitation et ATTES MEMOIRE

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/08/2025, article R. 512-39-3</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées.</p> <p>Le mémoire comporte notamment un diagnostic tel que défini à l'article R. 556-2. Dans le cas où les opérations mentionnées au 1° du IV de l'article R. 512-75-1 sont finalisées après ce diagnostic, celui-ci est actualisé pour prendre en compte les terrains libérés à l'issue de ces opérations. En fonction des conclusions de ce diagnostic, ce mémoire comporte également :</p> <p>1° Les objectifs de réhabilitation ;</p> <p>2° Un plan de gestion comportant :</p> <p>a) Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas</p>

<p>échéant, hors du site ;</p> <p>b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ;</p> <p>c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.</p> <p>[...] Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site, comprennent au moins le traitement des sources de pollution et la suppression des pollutions concentrées lorsque les résultats du diagnostic réalisé dans le cadre du mémoire de réhabilitation concluent à leur présence. Ces mesures de gestion sont proposées par l'exploitant. Elles sont fondées sur un bilan des coûts et des avantages prenant en compte l'efficacité des techniques disponibles, l'impact environnemental global et le coût qui doit rester économiquement acceptable. Elles doivent permettre d'atteindre un état des milieux réhabilités compatible avec les usages déterminés pour les terrains concernés par l'installation mise à l'arrêt ou, le cas échéant, les usages constatés à l'extérieur du site. [...]</p> <p>Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant, pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La mise à l'arrêt définitif étant effective depuis le 31 décembre 2023, le mémoire de réhabilitation, accompagné de l'ATTES MEMOIRE, aurait dû être transmis avant le 30 juin 2024. Or à ce jour aucun de ces documents n'a été porté à la connaissance de l'Inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Une mise en demeure est proposée.</p> <p>Dans un délai de six mois, l'exploitant doit transmettre à l'inspection un mémoire de réhabilitation, accompagné d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site (« ATTES-MEMOIRE »), conformément à la prescription ci-dessus.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°1 : Procédure de cessation d'activité



tas_de_dechets_en_melange.jpg



tas_de_dechets_en_melange_(2).jpg



tas_de_terre_polluee.jpg